

initiatives sont également conformes aux grandes entreprises d'utilité publique et de service public, établies en vue de servir l'État canadien et qu'on doit au parti conservateur. Je pense ici à la Société Radio-Canada, aux chemins de fer Nationaux, à la Banque du Canada, institutions qui ont toutes été créées par des gouvernements torys.

L'hon. M. Pickersgill: Est-ce que vous vous vantez de la Banque du Canada?

M. Campbell (Stormont): A entendre certains députés, porte-parole de l'opposition, on croirait que ces grandes institutions, qui ont joué un rôle si utile dans l'expansion de notre pays, constituent leur réserve particulière. Ils les considèrent simplement comme leur domaine particulier, afin de les pervertir pour s'en servir, mais ce n'est que dans ce sens qu'on pourrait les considérer comme leur chose personnelle.

Je crois que cela correspond également à l'attitude de l'opposition officielle et de ses tenants, à la Chambre et ailleurs, au sujet de cette mesure sociale, cependant si bienfaisante, utile et nécessaire. J'ai entendu continuellement critiquer des amis libéraux à Montréal, chez moi et ailleurs, à ce sujet. Ils ont toujours âprement attaqué toute mesure de cet ordre. Ces critiques-là sont, elles aussi, en rapport avec la politique de ce parti, surtout ces dernières années. Tous les grands intérêts financiers et la grosse entreprise se sont entichés de feu l'ancien ministre du Commerce. Ils sont devenus ses disciples et ils continuent à donner leur appui à son groupe.

Les programmes du parti en cause subissent naturellement l'influence des milieux qui les appuient. Cette tendance ne pourra qu'empirer et se consolider par l'entremise de certains des principaux candidats qui se présentent à l'heure actuelle. Le chef de l'opposition a mentionné tout à l'heure les noms de certains d'entre eux. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit là de personnages augustes du même calibre qui agissent dans les coulisses et qui dicteront de plus en plus la politique du parti.

Puis-je, en critiquant ce programme, et afin de démontrer combien il est dépassé, combien il manque de logique en face des besoins et des exigences de notre XX^e siècle urbanisé et industrialisé, citer ces propos d'un journaliste aussi distingué que compétent, et qui n'est aucunement hostile à l'opposition officielle.

Une voix: Quel est son nom?

M. Campbell (Stormont): C'est M. Blair Fraser, un des journalistes les plus respectés de notre pays. Je vais donner lecture d'un

article de fond de sa plume, paru dans la revue *Maclean's* du 10 février 1962. J'en citerai un ou deux passages qui sont, à mon avis, très pertinents.

M. Habel: Quelle est sa date de naissance?

M. Campbell (Stormont): Voici ce qu'il dit:

Pendant une année d'élections, les hommes d'affaires devraient résister à la tentation d'ouvrir le feu, avec force discours, sur un gouvernement qui dépense pour le bien-être social. Leurs critiques n'auront d'influence ni sur les plates-formes électorales ni sur la politique qu'on adoptera... mais elles nuiront à la bonne renommée, la réputation et l'influence politique que pourront avoir les milieux d'affaires. Si la libre entreprise doit survivre au XX^e siècle, ces avocats feraient mieux d'abandonner le langage du XIX^e.

Il ajoute ce qui suit:

Prenons, par exemple, la pension de vieillesse, que tous les partis politiques se font forts de relever. Le soin des personnes qu'on retraitera, qu'elles soient riches ou pauvres, impose un fardeau à l'économie. Ces personnes consomment, même si elles ne travaillent pas: elles sont donc à la charge de ceux qui travaillent encore. Le but d'un régime universel de pensions, financé par les impôts, c'est d'assurer une juste répartition des avantages, d'assurer que tous, et non pas seulement une minorité aisée, traversent les années de retraite dans un état d'indépendance relative, sans être contraints de recourir à des parents ou à la charité publique.

L'auteur de l'article parle ensuite de l'assurance-hospitalisation et d'autres programmes. Mais voici l'aspect important de cette mesure législative combien nécessaire et utile, l'aspect qui suscite le plus de critiques. D'ordinaire, comme ils en ont l'habitude, les prophètes de malheur clament que la mesure va coûter trop cher, qu'elle va déclencher des catastrophes, l'inflation, et Dieu sait quoi encore. L'auteur de l'article traite justement de cette question, et voici la réponse qu'il apporte:

Même la menace d'inflation a été exagérée par des critiques injustifiées. Cette année, le Canada enregistre son déficit le plus élevé en temps de paix, et pourtant les prix sont stables. La somme des déficits budgétaires accumulés par le gouvernement fédéral, ces quatre dernières années, excède 2 milliards de dollars, mais les prix n'ont monté que de 6½ p. 100. D'autre part, entre 1948 et 1957, nous avons accumulé des excédents de plus d'un milliard et demi de dollars, mais nous avons subi une inflation: les prix ont grimpé de 25 p. 100.

Des voix: Honte!

M. Campbell (Stormont): L'auteur de l'article enchaîne:

Le financement déficitaire n'est pas nécessairement désastreux: c'est un fait avéré récemment par l'expérience et qu'aucun électeur n'ignore. Tous les arguments qu'on invoque pour prouver le contraire ne sauraient donc nous convaincre.

Je soutiens que la mesure à l'étude, si caractéristique du gouvernement actuel, peut être justifiée pour d'autres motifs que des raisons humanitaires ou que son caractère de nécessité: elle est économiquement saine, car